

DANGER IMMINENT

Rochefort, le 05/05/2025

L'UFAP UNSa Justice tire la sonnette d'alarme : la situation à la maison d'arrêt de Rochefort est devenue intenable !

27 surveillants affectés pour un organigramme à 29 et seulement 15 réellement en poste.

Cela signifie qu'une majorité des agents est sollicitée au-delà du raisonnable, dans des conditions de travail qui ne cessent de se dégrader.

Les heures supplémentaires explosent, les agents enchaînent les cycles Matin-Nuit, parfois sans repos, avec un niveau de fatigue critique qui met leur sécurité et leur santé en péril.

Les week-ends sont un cauchemar, pourvu qu'il ne passe rien. *A chaque arrivant en service de nuit ou week-end, avec le peu de personnel présent, le stress pour affecter en triplé et gérer les conflits est omniprésent.*

Le sous-effectif est tel que les agents poste fixe doivent quitter leurs missions pour renforcer la détention, ce qui est intolérable ! (En semaine et Week-end)

Ces collègues ont déjà leurs propres charges de travail à assurer.

À cette situation déjà catastrophique viennent s'ajouter deux départs confirmés :

Une mise à la retraite en juin, un reclassement sur un autre établissement au 1^{er} mai et sans compter les arrêts maladie qui s'enchaînent.

Face à cette hémorragie de personnel, nous exigeons l'ouverture immédiate de 2 POSTES à la CAP actuelle. C'est la seule solution pour commencer à sortir de cette impasse.

Pour rappel l'administration par deux fois à accepter des annulations d'agents mutés en CAP... sans pour autant nous les compléter.

L'insécurité est partout : pour les personnels de surveillance, pour les détenus, pour l'établissement lui-même.

La MA ROCHEFORT n'étant pas dotée d'ELSP pour assurer les extractions et renforcer les opérations sécuritaires, encore une carence de personnel...

Pour rappel l'établissement en est à 217 % de surpopulation pénale.....

Il est urgent que l'administration agisse.

Nous demandons des renforts immédiats et une reconnaissance des efforts colossaux fournis par le personnel.

L'UFAP UNSa Justice ne laissera pas cette situation perdurer.

Assez de mépris, assez de silence.

Il en va de nos vies, de notre sécurité et de notre santé.